



global witness



Regnskogfondet
RAINFOREST FOUNDATION NORWAY



Communiqué de presse

8 Mars 2018 : Pour diffusion immédiate

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo doit stopper ses plans visant l'ouverture de la deuxième plus grande forêt tropicale du monde aux exploitants forestiers, déclarent des organisations environnementales internationales

Plus de 50 organisations internationales environnementales, de conservation et de défense des droits de l'homme appellent la communauté internationale à intervenir d'urgence pour aider à protéger les vastes forêts tropicales de la République Démocratique du Congo (RDC), suite aux annonces du Ministère de l'Environnement du pays d'un projet de levée d'un moratoire légal sur l'allocation de nouvelles concessions forestières à grande échelle [1].

Le Ministère de l'Environnement de la RDC a déclaré la semaine dernière que des plans étaient en cours pour lever le moratoire vieux de 16 ans sur l'attribution de nouvelles concessions d'exploitation forestière dans la deuxième plus grande forêt tropicale du monde. Simultanément, une révision du Code forestier congolais, tacitement en cours et s'effectuant sans la participation des principales parties prenantes - notamment sans les ONG - est déjà à un stade avancé et prévoirait l'affaiblissement du contrôle sur les futures activités d'exploitation forestière à grande échelle. Jusqu'à 75 millions d'hectares de forêt vierge pourraient être en péril, une superficie supérieure à celle de la France. Cette tentative est la dernière d'une série exprimée par le gouvernement de la RDC, menaçant d'ouvrir ses forêts à l'exploitation forestière à grande échelle.

Les organisations ont indiqué aux principaux gouvernements et organismes bailleurs tels que la Norvège, le Royaume-Uni, la France, les États-Unis, l'Allemagne et la Banque mondiale que leurs programmes respectifs visant à protéger les forêts de la RDC seraient menacés par la levée du moratoire qui aura « des impacts environnementaux, sociaux et climatiques catastrophiques » et favorisera probablement la corruption et les conflits. [2]

Jo Blackman, responsable de campagne chez Global Witness, a déclaré: « Toute initiative visant à lever le moratoire pourrait faire des forêts la prochaine victime d'une ruée vers l'exploitation rapide des ressources naturelles de la RDC. L'impunité sévit dans le secteur forestier et la RDC est confrontée à

une insécurité et à une instabilité politique croissante. Toute expansion de l'exploitation industrielle aurait des dommages irréversibles sur la forêt, ses communautés et le climat mondial. »

Les ONG ont appelé les pays donateurs à suspendre immédiatement leur financement au gouvernement de la RDC pour le secteur forestier et la conservation des forêts jusqu'à ce que le processus non-transparent et non-inclusif de révision du Code forestier soit stoppé et un engagement clair à ne pas envisager la levée du moratoire jusqu'à ce que le gouvernement puisse garantir de manière crédible la légalité et la bonne gouvernance de l'exploitation forestière à grande échelle.

Simon Counsell, directeur exécutif de Rainforest Foundation UK, a déclaré: « La levée du moratoire sur les concessions forestières à grande échelle en RDC annihilerait les engagements apparents du pays à réduire ses émissions de carbone issues de la déforestation et de la dégradation des forêts. Les émissions de carbone provenant des forêts monteraient en flèche et la communauté internationale doit examiner de près si le financement des programmes REDD est désormais viable ».

Victorine Che Thoener, Chef de projet Forêts du Bassin du Congo chez Greenpeace a ajouté: « L'attribution de concessions forestières industrielles à grande échelle signifie maintenant la vente des zones forestières qui comptent parmi les plus riches du monde sur le plan environnemental, au bénéfice des intérêts économiques à court terme de quelques individus. Tant que le gouvernement ne démontre pas de façon crédible que le bien-être du peuple congolais et de la forêt sont la véritable visée de leurs engagements, la levée de ce moratoire est moralement et économiquement injustifiable. »

/ FIN

Pour plus d'informations et entretiens, veuillez contacter:

- Jo Blackman, Responsable de campagne, Global Witness: jblackman@globalwitness.org +44 (0)7912 517 126
- Simon Counsell, Directeur exécutif, Rainforest Foundation UK: simonc@rainforestuk.org +44 (0)7949559969
- Lars Løvold, Directeur, Rainforest Foundation Norway: lars@rainforest.no +47 481 88 148
- Victorine Che Thoener, Chef de projet Forêts du Bassin du Congo, Greenpeace: victorine.chethoener@greenpeace.org +4915779598983

Notes aux éditeurs

[1] <http://www.vironews-rdc.org/2018/02/28/foret-15-ans-apres-la-rdc-lance-le-processus-de-la-leeve-du-moratoire-sur-ses-forets/>

[2] Une copie de la lettre est jointe